

La recherche agronomique au Liban

Haidar W.

in

Casas J. (ed.).

La recherche agronomique dans les pays du bassin méditerranéen

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1988-III

1988

pages 79-83

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI01.0878>

To cite this article / Pour citer cet article

Haidar W. **La recherche agronomique au Liban**. In : Casas J. (ed.). *La recherche agronomique dans les pays du bassin méditerranéen*. Montpellier : CIHEAM, 1988. p. 79-83 (Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1988-III)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

La recherche agronomique au Liban

Wael HAIDAR

Directeur Général - Ministère de l'Agriculture - Beyrouth

Le rôle de l'agriculture au Liban est très modeste mais il n'est pas négligeable. Il représente 8 à 9% environ du Produit Intérieur Brut (PIB). Ainsi, plus de 150 000 exploitations, occupant près de 600 000 ha concourent à l'aménagement du territoire et constituent un contrepoids à l'attraction excessive de la capitale, Beyrouth. Bien sûr, l'agriculture au Liban n'assure que très partiellement les besoins alimentaires des citoyens. Ainsi, le Liban importe presque 80% de ses besoins en viandes, lait et fromages ; il importe 90% du blé nécessaire à la consommation et subventionne, à raison de 150 millions de Livres libanaises (LL) annuellement, l'achat du blé afin de soutenir le prix du pain.

L'agriculture, dans un pays à économie libre, ne peut contribuer à la vie économique du pays qu'à condition d'être très concurrentielle par ses prix et par la qualité de ses produits. Ceci n'est réalisable que si le Liban adopte une politique agricole prenant en considération les perspectives d'avenir, que seule une institution nationale de recherche agronomique peut mettre à la disposition du gouvernement en servant de levier d'orientation à la politique agricole du pays.

Le Liban a depuis longtemps joué un rôle important aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur ; il était, et il est toujours, capable de fournir au monde des hommes actifs et producteurs : entrepreneurs, ingénieurs, médecins, commerçants, etc., ces libanais qui ont contribué à faire de leur Liban un pays rayonnant et influant

régionalement et mondialement. Or, ce Liban même doit avoir son rôle dans la recherche agronomique et ses professionnels doivent avoir leurs propres institutions de recherche.

Cependant, la recherche agronomique dans un pays nécessite des moyens qui varient selon la richesse du pays et la diversité de ses productions, qu'on estime à 1% des recettes brutes de l'agriculture. Au Liban, le budget de l'État est de 11 milliards de LL (1985); la part de l'agriculture dans ce budget est de 130 millions environ, dont une somme de 23 millions consacrée à la recherche agronomique. La production agricole est estimée à 6 milliards (1985). La dotation, à raison de 1% équivaut à 60 millions.

Donc il est nécessaire de concevoir un système de recherche dont le coût ne dépasse pas les disponibilités actuelles. Un autre impératif est celui d'un système sélectif à mettre au point pour accomplir cette tâche. Or, pour cette raison, nous choisissons la recherche appliquée qui est orientée en priorité par des objectifs socio-économiques, au lieu de disperser de faibles moyens sur l'ensemble des secteurs, ce qui condamnerait la recherche agronomique libanaise à la stérilité technique et scientifique.

Mais avant d'envisager les modalités de cette recherche appliquée, voyons où en est la situation actuelle de la recherche au Liban.

I - L'Institut de Recherche Agronomique Libanais (IRAL): situation actuelle

La recherche agronomique au Liban est confiée à l'IRAL. Cet Institut possède des implantations sur l'ensemble du territoire libanais :

- Fanar, près de Beyrouth (recherches phytosanitaires, vaccins, physiologie végétale, serres,...)
- Tall Amara, dans la Bekaa (productions végétales, céréales)
- Terboll dans la Bekaa (productions animales)
- Kfardan, dans la Bekaa (zones arides, ICARDA)
- Abdet Kfarchahna, dans le nord (arboriculture, agrumes, irrigations, olives,...)
- Tyr, centre-sud-Liban.

L'ensemble de ces implantations a été occupé par des troupes armées pendant les événements; le matériel et la documentation ont été détruits, l'activité est presque nulle et le personnel s'abstient de venir travailler à cause de l'état d'insécurité. Cette situation n'est pas propice à une efficacité satisfaisante de l'IRAL.

Les chercheurs

L'IRAL dispose d'un certain nombre de bons chercheurs (55 en totalité, aidés par 60 techniciens); mais durant les événements, les meilleurs d'entre eux ont été contraints, à cause de la situation, à quitter le pays. Donc, il faut les convaincre d'y retourner pour reprendre leur place à l'IRAL. Aussi, il faut recruter une nouvelle génération de chercheurs bien qualifiés, tout en leur assurant les moyens, les milieux et l'atmosphère adéquats à l'épanouissement de leurs qualités.

Pour réaliser ces objectifs, il faut que le choix de ces chercheurs soit sélectif et loin de toute pression politique. Leur recrutement doit être basé sur des concours et des épreuves surveillées par un jury neutre et libre de toute pression. Bref, il faut recruter les meilleurs éléments disponibles, tout en veillant, grâce à des contrats comportant des

obligations réciproques, à les conserver au sein de l'Institut le plus longtemps possible.

En conclusion, on peut dire qu'actuellement, l'IRAL est presque paralysé et tout est à réformer. Pour l'avenir, nous pensons qu'il faut lui confier une tâche à sa portée, ne comportant pas trop de risques ; nous pensons à la recherche appliquée.

La Recherche appliquée

En général, le chercheur ne choisit pas son sujet de recherche à sa guise, mais c'est la réalité agricole qui le lui impose. Ainsi, on confie aux chercheurs libanais une tâche à la fois utile et difficile, celle de contribuer à l'essor de l'agriculture du pays et de relever un défi scientifique. Mais rien n'empêche que cette recherche appliquée ait des liens étroits avec les systèmes de recherche fondamentaux.

En effet, certains sujets, orientés par des objectifs socio-économiques, peuvent ouvrir certaines voies à la connaissance de mécanismes biologiques essentiels. Dans ce cas, le chercheur doit avoir le droit de poursuivre sa recherche dans la mesure où les moyens le permettent.

II - Les priorités de recherche

L'agriculture libanaise est très variée dans ses productions (de la betterave à la banane) comme dans ses conditions naturelles. Or, ce petit pays ne dispose pas des moyens financiers nécessaires pour envisager une gamme complète de recherche ; d'où la nécessité de choix. Les critères sur lesquels on peut se baser pour ces choix sont multiples, et même parfois contradictoires, mais souvent la décision finale revient à la politique. Néanmoins, on peut toujours envisager les critères suivants :

- l'importance économique d'une production,
- l'importance urbaine (faire vivre une région pauvre et peuplée, comme par exemple un élevage ovin dans la Bekaa),
- aménagement de terres pauvres (forêts, pâturages,...).

Il faut donc privilégier les productions qui présentent le plus d'intérêt pour la population et l'économie libanaise.

Les secteurs devant bénéficier d'une aide scientifique

Par ordre d'importance nous avons :

1. Les fruits :

Le Liban dispose d'environ 30 000 ha de vergers, 12 000 ha d'agrumes, 130 000 ha de pommiers et d'abricotiers, 25 000 ha de vignobles et 35 000 ha environ d'oliviers. Il exporte 50% de sa production de pommes, 60 % de ses abricots et 25% des cerises.

L'excédent de la production agricole libanaise est exporté principalement vers les pays arabes. Il est primordial de moderniser les moyens de production de fruits et d'en augmenter le rendement, d'autant plus que les débouchés ne posent pas de problèmes, et que la concurrence est presque inexistante.

2. Les légumes

La production libanaise en légumes - une dizaine d'espèces - est de l'ordre de 300 000 tonnes cultivées sur 20 000 ha. Aucune de ces cultures maraîchères ne présente un poids économique notable justifiant des dépenses de recherche, à l'exception toutefois de la pomme-de-terre qui couvre près de 10 000 ha. Plus de 30 000 tonnes de semences de pommes-de-terre sont importées chaque année. Nous pensons qu'il est dans l'intérêt du Liban de pouvoir produire cette semence localement, voire de pouvoir en exporter vers les pays voisins qui sont aussi importateurs.

3. Les grandes cultures

Les besoins du Liban en blé sont annuellement de l'ordre de 400 000 tonnes ; le pays n'en produit que 50 000 tonnes, c'est-à-dire 1/8ème de la consommation. Nous avons dans la Bekaa et le Nord du pays, sur des terres non irriguées et se prêtant mal à l'agriculture, près de 50 000 ha qui sont utilisés pour la culture des céréales. Il faut noter que le Liban a fait un progrès en produisant près de 2 500 tonnes de semences commercialisables. Or, rien n'empêche l'accroissement de cette production et la vente, éventuellement, à l'étranger.

Dans la Bekaa, on pourrait aussi aménager certaines terres non cultivables et les utiliser pour accroître la production des céréales. On atteindra ce but par la modernisation des moyens de culture

et par l'utilisation intensive des machines agricoles.

Une attention particulière doit être consacrée aux légumineuses à graines destinées à l'alimentation humaine, comme les fèves, les lentilles, les pois-chiches, etc. Ces légumineuses très riches en protéines forment une partie essentielle de la nourriture dans les pays de la région. Il paraît donc opportun de solliciter l'aide de la recherche dans ce secteur.

4. L'élevage

A. L'aviculture : Ce secteur a vécu son âge d'or au Liban de 1960 à 1975. L'IRAL a bien contribué à son développement. Durant cette période, l'exportation du Liban en oeufs et poulets de chair était très importante (23 millions de poulets, 1 milliard d'oeufs). Mais à la suite des événements, ce secteur a été très endommagé et la production ne pouvait plus faire face à la concurrence étrangère et l'on se contente actuellement de satisfaire les besoins du pays.

B. L'effort scientifique doit se concentrer sur l'élevage des ovins (race Ouassi), et des caprins (race Chami). L'effort dans ce domaine est souhaitable car il concerne plus de 125 000 ovins et plus de 350 000 caprins élevés à la fois pour leur viande et pour le lait et ses produits. Malheureusement ces animaux trouvent difficilement leur nourriture par manque de pâturages appropriés.

5. Les autres secteurs de recherche

A côté de ces productions, le Liban a des problèmes d'ordre général, intéressant l'ensemble de l'agriculture. Nous mentionnerons la recherche agronomique, les statistiques, l'étude des sols, l'irrigation qui présente une importance particulière, les systèmes de cultures (sol-soleil-eau), les serres,...

L'ensemble de ces recherches pourrait être regroupé dans un *Département du Milieu Physique*. Par contre, le machinisme et la vulgarisation des machines agricoles doivent être confiés à un service qualifié pour déterminer l'adaptation de ces machines à l'agriculture libanaise.

Trois autres activités sont à considérer : le diagnostic et la production des vaccins, la

production et le contrôle des semences, les analyses (terres, aliments).

L'IRAL a joué un rôle considérable en assurant avec compétence ce genre d'activités qu'on peut appeler périphériques à la recherche. Néanmoins, ces activités ont épuisé les moyens de l'IRAL et l'ont dévié de sa tâche principale. Les charges de ces activités doivent être couvertes par les bénéficiaires.

III - Le futur de l'IRAL

Les structures

Il paraît évident que les tâches de recherche doivent être confiées à un office autonome, jouissant d'une décentralisation administrative et hiérarchique et permettant à la recherche agronomique de mieux accomplir sa mission, avec une autonomie financière réelle facilitant l'achat des produits et du matériel.

L'autonomie désirée ne signifie pas une indépendance sur le plan hiérarchique, ni sur le plan de son organisation interne, mais une liberté d'action selon les décisions qui seront prises dans des conseils hebdomadaires de direction, réunissant le Directeur et ses collaborateurs scientifiques et les Chefs de service.

Ces grandes lignes programmées en collaboration avec les différentes parties intéressées (Ministère de l'Agriculture, CNRS, Université et même représentants des agriculteurs), seront mises à exécution sous la responsabilité du Directeur Général.

En participant à l'élaboration de la politique agricole, le chercheur pourra, d'une part en améliorer le contenu, et d'autre part sera mieux placé pour en assurer la continuité.

L'IRAL, pour bien mener sa mission, devrait comporter les départements suivants :

- Amélioration des plantes, avec trois laboratoires (fruits-légumes, céréales et légumineuses) et 15 chercheurs ;

- Recherche phytosanitaire, avec trois laboratoires (analyse des sols, irrigation, serres et systèmes de cultures) et 15 chercheurs ;

- Elevage, avec quatre laboratoires (sélection, alimentation, pathologie et parasitologie, systèmes d'élevage-pastoralisme) et 12 chercheurs.

Il faudrait ajouter à ces départements, un laboratoire de recherche forestière, un laboratoire d'économie et un service de documentation.

Tous ces services seraient liés directement à la Direction. L'ensemble serait donc formé de 16 laboratoires, 60 chercheurs et un service de documentation.

Les techniciens

L'IRAL est pauvre en techniciens qui doivent assister les chercheurs. Il ne dispose actuellement que de 60 techniciens. On propose de porter cet effectif à 120, c'est-à-dire à raison de 2 techniciens par chercheur, le coût supplémentaire sera de :

$60 \times 30\,000 = 1\,800\,000$ LL pour les techniciens
 $5 \times 80\,000 = 400\,000$ LL pour les chercheurs

Soit 2 200 000 LL au total

Le matériel

Pour commencer, il faut reconstruire et rééquiper l'IRAL, refaire sa documentation, rétablir ses contacts avec l'étranger. Ces tâches ne sont pas à la portée du gouvernement libanais : il faut donc s'adresser à l'aide internationale pour obtenir les fonds nécessaires. La dotation actuelle est de 3,5 M. LL, la subvention de l'Etat serait accrue d'environ 25 M.

Les liaisons

L'IRAL doit avoir des systèmes de liaison et de coordination avec les autres institutions de recherche agronomique:

1. Avec l'enseignement supérieur (Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire) il faudrait harmoniser les recherches effectuées par les enseignants et celles de l'IRAL. Il faut trouver des moyens de collaborer étroitement ; pour ce faire, il est nécessaire que l'IRAL et ladite faculté soient implantés dans le même campus. Ainsi les liaisons pourront être efficaces et productives.

2. Avec l'Université Américaine car cet établissement représente une force scientifique importante (26 enseignants) et forme chaque

année 52 Maîtres ès-Sciences. Son activité s'étend sur 100 ha (1/3 irrigués); elle dispose d'un atelier fortement équipé, destiné aux recherches industrielles et alimentaires, mais elle n'a aucune liaison avec les instituts libanais. On pourra donc lui confier des missions sous forme de contrats sur des thèmes que l'IRAL ne peut aborder.

3. *Avec le CNRS* (Centre National de Recherche Scientifique). La mission du CNRS est de coordonner l'activité des différentes institutions scientifiques. Le CNRS donne des crédits, finance la formation des chercheurs et assure leur recrutement. Son budget annuel est de l'ordre de 10 millions de LL. Cependant, ces modestes moyens matériels et pécuniaires entravent ses activités pour élaborer la politique scientifique et, par conséquent, l'empêchent de mener à bien sa tâche principale de coordination et d'animation.

4. *Avec la vulgarisation* : la recherche agronomique ne doit pas se transformer en service de vulgarisation. C'est pourquoi le Liban doit disposer d'un système de vulgarisation autonome mais étroitement chevillé à la recherche agronomique (recyclage des vulgarisateurs, rédaction des documents écrits).

Nous avons envisagé dans ce qui précède les relations de l'IRAL avec les institutions de recherche à l'intérieur; il faudrait dire quelques mots concernant ses relations avec l'extérieur. Ainsi ses contacts internationaux doivent dépasser le stade de participation aux congrès, séminaires, stages, pour s'étendre à la formation appropriée des chercheurs libanais à l'étranger et à la participation de ces chercheurs aux cours de perfectionnement, à leur séjour dans les

laboratoires étrangers pour de longues périodes (3 à 5 ans). Les organisations internationales peuvent être d'une grande aide à la réalisation de ce programme, nous pensons au CIHEAM, à la CCE, la FAO, l'OADA, l'ICARDA,...

IV - Conclusion

L'IRAL en son état actuel ne peut accomplir sa mission, il a besoin d'être rénové. Ceci implique qu'on lui établisse un programme qui assure :

1. la reprise du travail par le personnel,
2. la nomination de nouveaux responsables à tous les échelons,
3. le regroupement des départements (Terboll, Tall Amara, Fanar et Abdet, Kfarchakhra),
4. la construction et le rééquipement des départements et des laboratoires,
5. le recrutement de nouveaux chercheurs.

Tout ceci nécessite un budget. Le Liban doit trouver les ressources adéquates, grâce à son dynamisme et à sa réputation mondiale. Malheureusement, il faut attendre le rétablissement de la paix et de la sécurité dans notre petit paradis terrestre pour que cette réorganisation puisse voir le jour, chose que nous espérons voir se réaliser dans un très proche avenir.